

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N^o 20

1^{er} MARS 1925

PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

CONTRE LA LIBERTÉ DE PENSER. — Pour n'avoir pas abjuré leur foi catalaniste, ont été punis d'une amende d'environ 1.500 francs, l'ancien sénateur de Gérone, M. Riera, son frère, le docteur Riera et deux anciens conseillers municipaux de Gérone, MM. Camps et Maso.

LE MONASTÈRE DE POBLET. — Les ennemis des aspirations catalanes, depuis qu'ils sont au pouvoir, n'ont aucun respect pour les anciens monuments où éclate la gloire de la Catalogne. C'est ainsi que MM. Sala et Mila i Camps projettent de convertir l'ancien monastère de Poblet, où dorment les rois de la Catalogne, en un séminaire hispano-américain où l'on étudierait probablement les forfaits d'Hernan Cortès et les méthodes colonisatrices employées par l'Espagne en Amérique. On convertirait de la sorte un monument national catalan en siège du ridicule lyrisme hispano-américain.

LES RAPPORTS FRANCO-CATALANS. — Sous ce même titre nous lisons dans le Journal des Débats au 20 février, l'information suivante : « Deux déjeuner ont été offerts, au Cercle de la Renaissance, à M. Puig i Cadafalch, ancien Président de la Mancomunitat de Catalogne, directeur de la section historique-archéologique de l'Institut des études catalanes de Barcelone, à l'occasion du cours sur l'architecture romane du neuvième au douzième siècle, qu'il professe actuellement en Sorbonne. Le premier lui a été offert le 11 courant par M. Petit-Dutaillis, directeur de l'Office National des Universités. Parmi les convives : M. Paul Appell, recteur de l'Université de Paris; M. Paul Doumer, sénateur; M. G. Fougères, membre de l'Institut; M. René Schneider, professeur de l'Histoire de l'art; M. Camille Enlart, directeur du musée du Trocadéro; M. A. Coville, directeur de l'enseignement supérieur; M. Mérieux, professeur; M. Focillon, professeur; MM. Eisenman, Maguin, F. Roz, Maurice Guyot, Ch.-M. Garnier. Le second lui a été offert par la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. On y remarquait : M. Ferdinand Brunot, doyen de la Faculté des Lettres; M. Charles Diehl, membre de l'Institut; M. Paul Vitry, conservateur du musée du Louvre; M. Aubert, professeur à l'École des Chartes; M. Gabriel Millet, professeur à l'École des Hautes Études; MM. Focillon, Schneider, Enlart, Fuchier. »

EN L'HONNEUR DE MASSO I LLORENS. — On nous écrit de l'Argentine que le député catalan, M. Masso i Llorens, exilé à Buenos-Aires a été l'objet d'une grande manifestation de sympathie de la part de ses compatriotes. Un grand banquet lui a été offert par les Catalans résidant à Buenos-Aires, auquel ont adhéré des Basques notoires. Des discours ont été prononcés par le président du « Comitè Libertat », M. Antoni Costa, par M. Echabarri et par M. Masso i Llorens. On recut des adhésions enthousiastes de tous les groupes séparatistes catalans de l'Amérique du Sud.

LE FAMEUX GÉNÉRAL LOSSADA. — Le 23 février, les journaux de Paris ont publié la dépêche suivante, expédiée de Madrid : « Un des principaux organisateurs du pronunciamiento, le général Lossada, qui était à l'époque gouverneur militaire de Barcelone, vient d'être mis à la retraite par mesure disciplinaire, en raison des irrégularités administratives et abus de pouvoir qu'il a commis tant à Barcelone qu'à Algeiras où il commandait, en dernier lieu, la région militaire du camp extérieur de Gibraltar. »

LE CORPS CONSULAIRE DE BARCELONE. — Comme on le sait, la manifestation monarchiste du 25 février fut organisée par des pressions et des menaces. Les généraux Primo de Rivera et Martinez Anido, d'accord avec le général Barrera, prièrent le corps consulaire résidant à Barcelone d'adhérer à la manifestation. Avant de décider une telle adhésion, le corps consulaire se réunit, et bien qu'il nous ait été presque impossible de savoir ce qu'on y discuta, on peut dire que plusieurs représentants consulaires dont le pays est sous le régime républicain se bornèrent à manifester qu'il leur était chose violente d'assister à une manifestation qui ne représentait pas une adhésion aux pouvoirs constitués, avec lesquels ils devaient maintenir de bons rapports, mais un acte purement politique et une adhésion à deux généraux. Plusieurs consuls ont déjà informé leurs gouvernements respectifs, les priant de faire une démarche auprès de la Société des Nations en vue d'obtenir de celle-ci un vœu favorable à la plus stricte indépendance et à la neutralité des représentants diplomatiques et consulaires dans les affaires qui n'intéressent

LES CATALANS DANS LA GRANDE GUERRE

CATALUNYA

HONORA

ALS VOLUNTARIS CATALANS

que lluiten per la llibertat

1^{er} R. M. L. E.

1916

(LA CATALOGNE — HONORE LES VOLONTAIRES CATALANS — QUI LUTTENT POUR LA LIBERTÉ. 1^{er} R. M. L. E. — 1916.)

Telles sont les paroles gravées sur le drapeau catalan que l'on voit aux Invalides et que tous les Français saluent avec respect.

Quinze mille Catalans luttèrent sous ce glorieux drapeau, et comme le dit la légende gravée sur ses voyantes couleurs, ils luttèrent pour la Liberté. C'est que en s'enrôlant pour la France, les Catalans entendirent non seulement sauver le monde de la menace allemande, mais aussi contribuer à la libération des peuples opprimés. Et en luttant pour la liberté des peuples ils plaçaient au premier plan de ceux-ci le peuple catalan.

Leur sang ne fut pas versé en vain. Le sang versé est toujours fécond. Petit à petit, les peuples deviennent libres. La Catalogne est heureuse d'avoir contribué à la libération de tant de peuples, en ayant lutté aux côtés de la France. Elle croit, elle espère que, sous peu, elle aura aussi sa part dans le festin de la liberté. Et elle est disposée à lever, elle aussi, son armée, laquelle, sous un drapeau aussi glorieux que celui des Invalides, conquerra enfin sa liberté nationale.

LE PRINCIPE DE LA PAIX

Naturellement, la presse française n'a pas attaché l'importance nécessaire à la manifestation qui, sous le nom de « Journée fédéraliste », s'est produite à Paris, en décembre dernier. Je ne sais si en est de même en tous les pays; mais en France les cnefs des informations des grands quotidiens, les secrétaires de rédaction, les rédacteurs en chef sont tout à la fois des individus généralement lettrés et intelligents qui se montrent incapables d'apprécier la valeur d'une idée, lorsque cette idée ne se manifeste point par des rixes sanglantes, ou lorsqu'elle échappe aux initiatives officielles. On ferait une étonnante anthologie des gaffes journalistiques ainsi accusées par l'importance qu'ont pu prendre des événements passés inaperçus en leur temps.

Peu importe. Les idées cheminent malgré tous les obstacles matériels. Et il suffit que l'idée de la Journée Fédéraliste lancée par mon ami E. Poitevin ait rallié des esprits comme ceux de nos amis Charles Brun, du Maroussin, Jean Hennessy, Richard Batz, Ad. Falgoutolle, Jean Estelrich, A. Mercereau, C. Coquet, R. de l'Estourbeillon, Joseph d'Arbaud, Delavenne, André Lebey, Quilgars, et tant d'autres, pour qu'elle soit désormais une idée définitivement admise. Nous allons tenter d'organiser un Foyer Fédéraliste français. Le Foyer fédéraliste catalan, il existe, en Catalogne et en France. La Suisse est une république fédérale. Les Etats-Unis d'Amérique du Nord et ceux du Brésil forment des fédérations. Les Soviets se groupent sous la dénomination de République fédérative. Les Dominions britanniques constituent une fédération quasi universelle. Tant de formes de fédérations diverses attestent que l'idée est assez souple pour se soumettre aux nécessités politiques les plus diverses. Nous voyons dans le fédéralisme une doctrine de conciliation capable de justifier l'agglomération en un seul Etat de nationalités différentes et en même temps le système harmonieux selon lequel la Société des Nations pourrait être organisée sur des bases moins amorphes, moins élastiques que celles sur lesquelles on a tenté de l'asseoir.

que l'organisation politique des pays de leur résidence, où ils n'ont qu'à veiller pour les intérêts qui leur sont confiés.

EN L'HONNEUR D'ANATOLE FRANCE. — L'Athénée Encyclopédique Populaire de Barcelone a tenu une séance publique en l'honneur d'Anatole France. M. Achille Bertrand, directeur de l'Institut Français de Barcelone a collaboré à cette séance en prononçant un discours où il a étudié Anatole France, poète classique et philosophe de la vie moderne.

PROPAGANDE GERMANOPHILE. — Depuis que le général Milans del Bosch, le fameux protecteur des espions allemands et des agents de la police espagnole au service de l'Allemagne comme feu Bravo Portillo, occupe le poste de

S'ils adoptaient un régime fédératif, des pays comme la Turquie ignoraient les cruels soucis des questions grecques et arméniennes; des Etats comme la Tchécoslovaquie ne seraient pas menacés d'un prochain divorce; des royaumes comme l'Espagne ne craindraient point la naissance d'un mouvement séparatiste en Catalogne. Mais allez donc faire comprendre à des Primo de Rivera, à des Benès, à des Moustapha Kemal Pacha, ce que nos hommes politiques français, anglais, italiens, se montrent si lents à admettre! Les progrès politiques ont toujours été très lents à réaliser. Il faut toujours que les apôtres précèdent les prosélytes, et que ceux-ci se sacrifient en vain à l'idéal prochain. Pour qu'une idée triomphe, il faut qu'autour d'elle se cristallise une sorte de mysticisme apostolique irrésistible; il faut qu'à la logique, à la raison des protagonistes succèdent l'ivresse des foules, le délire des politiques, la fièvre des peuples.

Il est curieux de constater que la période mystique est ouverte en Catalogne; tandis qu'avant l'avènement du Directoire les fédéralistes n'étaient encore que quelques théoriciens, aujourd'hui, par la grâce de Primo, libérateur inconscient des provinces qu'il souhaite d'opprimer, le mouvement d'émancipation fédéraliste — que les séides du Dictateur cherchent à corrompre du nom de séparatisme — s'amplifie de plus en plus. La République espagnole ne sauvera l'unité de la Péninsule que grâce à la formule fédéraliste; de même que la Grande-Bretagne n'a évité le divorce irlandais qu'en recourant à une solution très voisine du fédéralisme. Comprendre cela, ce serait montrer une intelligence politique évidemment supérieure à celle des hommes qui gouvernent présentement à Madrid. On ne leur en demandera donc pas tant. Mais on voudrait que les journalistes et les hommes politiques de France ne se montrassent pas plus longtemps indifférents à l'idée d'où naîtront tout à la fois le salut et l'unité de l'Europe : de l'idée qui contient en elle le principe unique de la Paix.

F. JEAN-DESTHIEUX.

« Le fédéralisme seule solution possible en Espagne »

C'est là le titre de la thèse soutenue par M. Albert Scheneberger dans la séance du 21 février de la Fédération régionaliste française. Nous sommes heureux d'en reproduire ici quelques paragraphes fort intéressants.

« Il nous faut d'abord écarter la vision que nous a donnée de l'Espagne le grand écrivain dilettante que fut Maurice Barrès. Certes l'Espagne est encore le pays des courses de taureaux, mais celui qui ne saurait voir que le côté pittoresque et superficiel se ferait une bien fautive idée de la péninsule. Et il me faut bien écarter également l'opinion d'un écrivain très remarquable, à la logique bien décevante, M. Charles Maurras, qui disait il y a un an, c'est-à-dire à l'avènement de Primo de Rivera : « Vous avez essayé de la propagande, de l'action parlementaire, de l'influence pontique, cela ne donne pas de résultat, faites la seule chose utile. Adressez-vous au Roi, et ayez confiance. »

« Eh bien ! à l'avènement de Primo de Rivera, les Catalans ont fait confiance. Comme Primo de Rivera partait de Barcelone dont il était le capitaine général avec un programme de pacification, avec un programme qui reconnaissait au régionalisme des droits certains, les Catalans ont laissé faire Primo de Rivera. Plus d'un an est passé. Où en sommes-nous ? Les professeurs catalans sont révoqués, les écoles sont fermées, la Mancomunitat, qui représentait la forme du régionalisme catalan légalement concédée par le roi lui-même, est aujourd'hui dissoute. Son assemblée ne se compose plus maintenant que de renégats à la solde du gouvernement royal et qui détruisent pierre à pierre tout l'édifice si laborieusement construit par les Catalans.

« Plus d'un an est passé : le roi et Primo de Rivera paraissent les deux hommes les plus centralistes de l'Espagne. Ajoutons qu'un événement s'est pourtant produit, mais il n'appuie guère les assertions de M. Maurras. Des Espagnols eux-mêmes, las du régime directorial, ont fui à l'étranger et à l'étranger ils ont attaqué et Primo de Rivera et le roi lui-même. Je ne vous rappelle pas les déclarations d'Unamuno à la presse ni le livre révélateur sur Alphonse XIII, de Gasco Ibáñez, pour ne citer que les chefs de file; des Espagnols ont compris eux aussi que le crédit qu'on pouvait faire au dictateur était expiré et qu'il était temps de réagir pour la fortune même de l'Espagne.

« C'est qu'en dépit de la vision superficielle d'un Barrès, et de l'appréciation politique d'un Maurras, en effet, le gouvernement de Primo de Rivera en particulier et de l'Etat espagnol en général jusqu'à ces jours, ont été les plus centralistes qu'il soit possible. Nous devons un juste tribut à l'ancienne Espagne qui a porté la civilisation chrétienne chez les peuples de l'Amérique, mais cet esprit de domination qui poussait les Espagnols aux conquêtes d'outre-mer, cet esprit de domination qui fit autrefois leur grandeur, a dégénéré en un esprit étroit et brutal qui a causé leur décadence actuelle.

« Abd-el-Krim, le chef du Rif, vient de déclarer qu'il ne consentirait à aucun protectorat espagnol, parce que la domination espagnole a été, dit-il, en propres termes, cruelle, inefficace, ruineuse. Si l'on veut bien écarter ce qu'il y a peut-être d'exagéré dans la manière de voir d'un adversaire de l'Espagne, il nous faut bien comprendre que les Espagnols ont perdu Cuba pour la même cause. Centraliste à l'excès, l'Etat espagnol n'accordait aucun droit en regard des lourdes obligations qu'il imposait à sa plus belle colonie, c'est-à-dire que l'Etat espagnol d'alors était basé, et il l'est encore aujourd'hui, sur un principe qui se trouve juste à l'opposé du principe fédéraliste tel que l'a énoncé Proudhon.

« Nous, fédéralistes, qui ne sommes nullement les ennemis des Espagnols mais qui ne pouvons voir sans défiance la forme d'un centralisme désuet adopté par l'Etat et la monarchie espagnole, nous trouvons nos véritables amis chez les Catalans qui partagent avec nous notre conception de l'avenir et nos idées de fédéralistes. »

Certes, les Catalans seront fédéralistes tant qu'ils auront l'espoir d'être compris et respectés par les Espagnols. La Catalogne n'envisage pas seulement une grande idée, chère à Prat de la Riba, d'une fédération ibérique, mais aussi la possibilité d'être appelée à former partie comme un Etat souverain, dans les Etats-Unis d'Europe. Mais tant qu'elle trouvera chez les Espagnols ou ailleurs, et de l'incompréhension et de l'hostilité, elle ne peut songer qu'à sa libération, c'est-à-dire, à son indépendance.

Sa formule actuelle est celle-ci : Libération d'abord, fédération ensuite. Si au moment de pouvoir se fédérer, elle se heurte encore à l'incompréhension et à l'hostilité de l'Espagne, il va sans dire qu'elle renoncera à toute alliance avec elle.

M. Scheneberger a beau dire que le fédéralisme est la seule solution possible en Espagne. C'est possible, et nous sommes d'accord. Mais avant de résoudre ou de contribuer à la solution du problème espagnol, les Catalans ne peuvent et ne doivent penser qu'à résoudre leur problème à eux, c'est-à-dire, le problème de leur libération nationale.